

Chassons la misère, pas les sans-papiers miséreux

Il y a quelques semaines, j'étais à Vottem parmi les centaines de manifestants venus protester contre l'enfermement d'enfants dont le seul tort est d'être sans-papiers. Même le bourgmestre de Liège était présent.

Depuis, des centaines de sans-papiers se sont mobilisés pour occuper des églises, des locaux publics, et certains font la grève de la faim pour obtenir leur régularisation.

Ah la la! combien de fois n'a-t-on pas entendu l'objection qu'*on ne peut accueillir toute la misère du monde...* et on n'a pas fini de l'entendre encore, tellement elle sonne bien aux oreilles pour apaiser ceux qui sont effleurés par le remords.

C'est vrai qu'il n'existe pas de solution simple à l'afflux de milliers de réfugiés, fuyant leur pays pour des raisons économiques, sociales ou politiques. En Afrique, ils sont plusieurs millions à survivre hors de chez eux et seule une partie minime des émigrés essaie de rejoindre l'Europe aux portes fermées. Ils risquent la noyade au cours d'une traversée, l'abandon dans le désert, la prison, une vie précaire à la merci de trafiquants, d'exploiteurs, de "marchands de sommeil", sans sécurité sociale.

Les femmes seules avec enfants sont les plus mal loties en Belgique. "Le Soir" donne l'exemple d'une Brésilienne avec un bébé de quelques mois, séparée d'un mari belge; elle n'a pas droit au logement ni aux soins de santé et doit se contenter d'un travail précaire sans possibilité de réclamer des droits. Les délais d'attente pour une régularisation éventuelle sont de un à trois ans. Jusqu'à présent, c'est l'Office des Étrangers qui prenait les décisions, demain, ce sera sans doute une "commission de régularisation" qui sera peut-être plus démocratique et humaniste.

Il y a aussi les centres fermés comme ceux de Vottem, des prisons qui n'osent pas dire leur nom, où même des enfants sont présents.

Combien sont-ils à vivre mal en Belgique, le chiffre de 100.000 est parfois cité. À se demander s'ils ne remplissent pas une fonction économique rentable en occupant des postes de travail ingrats refusés par les travailleurs du pays et en pesant sur les salaires pour les faire baisser ?

Que signifient les mots "démocratie et bien-être" quand une société s'accommode de l'existence d'un tel nombre de personnes sans droits minimums ? La même question se pose d'ailleurs pour les sans-abri.

Car, pendant ce temps, des entreprises regorgent de richesse et comptent leurs milliards comme nous comptons nos euros, perdant quelques zéros en cours de route dans l'un ou l'autre paradis fiscal.

Et si l'on tentait une estimation des sommes exorbitantes qui ont été tirées par les firmes occidentales au Congo et de l'extrapoler pour le Tiers Monde ? Le pillage se poursuit toujours, pas seulement des ressources naturelles, mais aussi des ressources financières par le biais de la dette qui est en premier lieu celle de quelques potentats locaux alliés des Occidentaux.

Et si l'on prenait en considération toutes les manœuvres et manipulations occidentales – des États, des entreprises, etc. – pour maintenir les pays du Tiers Monde sous leur coupe, empêcher leur développement qui mettrait fin à l'exil forcé d'une partie de leur population ? Il suffit d'ailleurs de se rappeler la fin de Lumumba, le règne de Mobutu et d'observer l'actuel Kabila pour avoir une certaine idée du rôle de la Belgique et des grandes puissances occidentales en Afrique.

Ne faudrait-il pas répéter sans cesse: *On ne peut pas continuer à alimenter la misère du monde ?*

M.N.
Juin 2006